



MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Liberté
Égalité
Fraternité

LES CONTRATS DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE : COMMENT ALLER PLUS LOIN ?

Fiche 5.1

Accompagner les ménages dans leur projet de rénovation énergétique



Contrat de
Transition
Écologique

UN ÉTAT DES LIEUX DE LA SITUATION

En France, le secteur du bâtiment (résidentiel et tertiaire) est le premier consommateur d'énergie finale (45% de la consommation finale en 2015) et émet environ 20% des gaz à effet de serre (GES). En particulier, le secteur résidentiel représente 30% de la consommation finale d'énergie en 2014.

En moyenne, la facture énergétique d'un ménage pour son logement est de 1500 euros par an. En comparaison, celle d'une passoire thermique s'élève à environ 2700 euros par an. C'est pourquoi, la rénovation énergétique est à la fois un enjeu des politiques climatiques et des politiques économiques et sociales. L'élimination d'environ 7 millions de passoires énergétiques du parc résidentiel privé est prévue d'ici 2028 par la loi énergie-climat du 8 novembre 2019.

QUEL PLAN D'ACTIONS POUR VOTRE TERRITOIRE ?

■ 1^{re} étape : vérifier s'il y a un espace FAIRE sur le territoire de ma collectivité et le valoriser

Les espaces FAIRE (Faciliter, Accompagner et Informer pour la Rénovation Énergétique) informent et conseillent les particuliers pour leurs travaux de rénovation énergétique. La première étape est donc de vérifier la présence d'un espace FAIRE sur le territoire de votre collectivité en cliquant ici.

Les espaces FAIRE peuvent être méconnus du grand public. Il s'agit donc de valoriser le réseau FAIRE via des actions d'animation et de mobilisation locale : événements communaux (forum/salon de la rénovation énergétique), thermographies aériennes, actions de sensibilisation (défis « famille à énergie positive », etc.), porte-à-porte par la poste, etc.

2^e étape : s'informer sur le programme SARE

Le programme SARE (Service d'accompagnement pour la rénovation énergétique) est porté par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) et co-porté au niveau territorial par les collectivités (Région, Département ou EPCI). Ce programme s'inscrit dans la stratégie de déploiement de la marque "FAIRE".

Il vise la mise en œuvre d'actions d'information et d'accompagnement en faveur de la rénovation énergétique des logements et des petits locaux tertiaires privés, sur tout le territoire, avec les espaces FAIRE et les partenaires locaux. Pour plus d'informations [cliquez ici](#).

Vous pouvez vous informer afin de savoir si votre collectivité est couverte par une convention SARE. Si ce n'est pas le cas, vous pouvez prendre contact avec la direction régionale de l'Ademe ainsi qu'avec la région pour comprendre pourquoi un tel contrat n'existe pas.

■ 3^e étape : s'informer sur les opérations programmées de l'Anah (Opah)

Une opération programmée d'amélioration de l'habitat (Opah) est une offre de service. Elle propose une ingénierie et des aides financières. Elle porte sur la réhabilitation de quartiers ou centres urbains anciens, de bourgs ruraux dévitalisés, de copropriétés dégradées, d'adaptation de logements pour les personnes âgées ou handicapées. Chaque Opah se matérialise par une convention signée entre l'État, l'Anah et la collectivité contractante. Elle est d'une durée de 3 à 5 ans. Ce contrat expose le diagnostic, les objectifs, le programme local d'actions et précise les engagements de chacun des signataires.

Vous pouvez vous informer sur l'existence d'opérations programmées dans votre territoire et vous assurer de la

cohérence des dispositifs d'information et de conseil auprès de la population. Dans la mesure du possible, nous vous invitons à organiser la convergence des guichets locaux dans le cadre de mes politiques locales en matière d'habitat (programme local de l'habitat) et d'environnement (plan climat air énergie territorial).

■ 4^e étape : étudier la possibilité de mettre en place une aide complémentaire à la rénovation énergétique des logements résidentiels

Il existe plusieurs aides nationales qui soulagent le financement des travaux de rénovation énergétique pour les ménages et permettent d'en réduire le reste-à-charge : MaPrimeRénov', certificats d'économie d'énergie (CEE), etc. Certaines collectivités locales décident de mettre en place une aide complémentaire locale aux travaux de rénovation énergétique ou à l'accompagnement pour faciliter le passage à l'acte (audits énergétiques, prestations de maîtrise d'œuvre), en complément des aides nationales.

Je m'informe sur ce que certaines collectivités locales ont mis en place en cliquant ici. J'étudie la possibilité de mettre en place une aide financière complémentaire locale aux travaux de rénovation énergétique et/ou à l'accompagnement pour les ménages.



La Communauté de communes de Trièves et Grenoble Alpes Métropole a mis en place un fonds pour la conversion des systèmes de chauffage au bois des particuliers ainsi qu'un fonds pour l'installation de chauffe-eaux solaires thermiques. Pour plus d'informations [cliquez ici](#).

QUELS ACTEURS POUR VOUS ÉPAULER ?

Vous pouvez utilement vous rapprocher des directions régionales de l'Ademe, de l'Anah et des services déconcentrés de l'État (DREAL, DDT-M), ainsi que de votre région dans le cadre du programme SARE.



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET SOLIDAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*